

BILLET DE BLOG 20 mai 2026

Sommet « Africa Forward » : un pas de plus vers des partenariats industriels verts stratégiques entre l'Afrique et l'Europe ?

Auteur

Elisabeth Hege

Responsable de recherche, Gouvernance et Financement du développement durable, Coordinatrice d'Ukama

🕒 Temps de lecture: 12 min



Le sommet « Africa Forward » s'est tenu dans un contexte marqué par des chocs mondiaux sur les prix ainsi que par des perturbations et des remaniements au sein des chaînes de valeur, alors que les pays africains et européens s'efforcent de renforcer leur résilience et de diversifier leurs partenariats. Malgré ce contexte adverse, 28 chefs d'État se sont réunis à Nairobi pour ce sommet de deux jours co-organisé par le Kenya et la France, prévu dans le cadre d'une série d'événements préparatoires au prochain sommet du G7 (bien qu'il n'ait pas été estampillé comme tel). Le premier jour du sommet, environ 7 000 acteurs des secteurs privé et public se sont réunis pour un forum des entreprises – un nombre bien supérieur aux prévisions initiales – à la tonalité plutôt dynamique, presque exclusivement (parfois trop ?) optimiste. L'ordre du jour était délibérément tourné vers l'avenir, avec l'idée de redéfinir les termes des partenariats et de commencer à mettre en œuvre le changement mis en avant lors de la réunion

ministérielle du G7 sur le développement qui s'était tenue quelques semaines auparavant (Iddri, 2026) ; les propos ont été fermes en matière de co-investissement, d'industrialisation verte et d'énergie, et une proposition conjointe pour le G7 a été annoncée.

Quels ont été les thèmes abordés lors du sommet ?

Le sommet s'est articulé autour d'une première partie (le 11 mai) réunissant des dirigeants politiques et des représentants du secteur privé, du secteur financier, de la jeunesse et des sports, de la culture et des industries créatives. Les discussions ont porté principalement sur les opportunités de coopération économique dans les domaines de la transition énergétique et de l'industrialisation verte, du numérique et de l'intelligence artificielle, de la transformation agroalimentaire, de l'économie bleue, des industries créatives et du secteur de la santé, avec pour objectif explicite de transformer le dialogue en engagements public-privé concrets avant le sommet du G7 à Évian – engagements dans lesquels les acteurs publics jouent un rôle dans la réduction des risques liés aux investissements privés. Parmi les autres questions abordées lors des première et deuxième sessions, plus politiques, figuraient les réformes de l'architecture financière internationale ainsi que la gouvernance en matière de paix et de sécurité.

Les présidents Ruto et Macron ont prononcé des discours optimistes sur les perspectives économiques et les « parts de marché à ne pas manquer » pour un continent qui abrite certaines des économies les plus dynamiques au monde. Plus tôt cette année, le Kenya a organisé la Conférence internationale sur l'investissement, au cours de laquelle des accords ont été conclus avec l'Inde, la Chine et les Émirats arabes unis. Le président kenyan Ruto cherche activement à jouer un rôle dans l'augmentation des flux commerciaux et d'investissement, encore limités en Afrique, soulignant que « le continent recèle un énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables, capable de soutenir la croissance industrielle tout en faisant progresser les objectifs climatiques mondiaux »¹. Depuis le premier Sommet africain sur le climat à Nairobi, le Kenya défend [l'Initiative pour une industrialisation verte en Afrique](#), désormais hébergée par le Secrétariat de la Zone de libre-échange africaine (ZLEA).

La France est actuellement le cinquième investisseur étranger direct au Kenya. Lors de la cérémonie de clôture du Forum des entreprises, la France a annoncé [23 milliards d'euros d'engagements d'investissement](#) mobilisés au cours du sommet – 14 milliards provenant d'investisseurs français, tant publics (AFD, Proparco, Trésor français) que privés, et 9 milliards d'investisseurs africains –, confirmant ainsi la pertinence du thème central du « co-investissement », parallèlement à l'appropriation africaine. Les principaux secteurs concernés sont : la transition énergétique (4,3 milliards d'euros), les technologies numériques et l'IA (3,76 milliards), l'« économie bleue » (3,3 milliards), l'agriculture (1 milliard) et la santé (942 millions), selon l'Élysée. Aucune information n'est encore disponible sur le calendrier des investissements et leur complémentarité avec les projets existants.

Une vision commune des priorités et des intérêts en matière d'industrie verte ?

L'« industrialisation verte » a été l'un des mots clés du sommet, même si ses définitions restent vagues et parfois très divergentes. Dans leurs discours respectifs de clôture, le président Macron a évoqué l'hydroélectricité, le gaz et l'énergie nucléaire civile, tandis que le président Ruto a annoncé la création d'un fonds d'infrastructures, une levée de fonds pour un nouvel aéroport et une initiative infra-régionale visant à construire une raffinerie de pétrole. Un engagement clair à « soutenir la transition des modèles économiques extractifs vers des systèmes de

production manufacturiers, durables et permettant la création de valeur » figure dans la [déclaration finale](#), qui reconnaît « l'Afrique non seulement comme un marché d'avenir, mais aussi comme un partenaire en matière de production, d'innovation et de leadership économique mondial ».

Un événement parallèle de haut niveau, co-organisé par l'Iddri, l'Initiative pour l'industrialisation verte en Afrique et la Fondation Afrique-Europe², a permis de mieux cerner les priorités communes ([Ukama, 2026](#)) et les intérêts partagés concernant les chaînes de valeur industrielles vertes. Ce dialogue, organisé en marge du Sommet, a permis d'identifier des intérêts stratégiques communs et des avantages comparatifs complémentaires pour le développement de chaînes de valeur industrielles dans le secteur de la mobilité durable et de l'hydrogène, ainsi que pour les activités de transformation (minéraux critiques et agroalimentaire – [Ukama, 2025](#)) et les énergies propres. Le co-investissement dans les énergies vertes a été identifié comme stratégique non seulement pour la résilience face aux chocs et la réduction des coûts énergétiques, mais aussi parce que le développement des infrastructures énergétiques vertes constitue la clé de voûte d'une industrialisation réussie.

Les discussions menées lors du sommet lui-même et la déclaration finale mettent en évidence les différentes priorités sous-tendues par le label « énergie propre » : la déclaration finale mentionne des projets phares dans le domaine de l'énergie propre, tels que l'hydroélectricité, la géothermie, la valorisation énergétique des déchets et l'énergie nucléaire, sans guère évoquer l'énergie solaire – alors que les importations et les investissements dans le [secteur solaire](#) en Afrique ont explosé l'année dernière.

La déclaration finale encourage « l'électrification de l'utilisation finale dans tous les secteurs concernés comme moyen de mettre en œuvre la transition verte et le transfert de technologies vertes à des conditions équitables et mutuellement avantageuses », ainsi que « la suppression des obstacles à la fabrication locale et le soutien au développement de la main-d'œuvre pour les emplois verts ». Parmi les exemples concrets de secteurs qui pourraient bénéficier de l'expansion des énergies renouvelables figurent « l'irrigation, les infrastructures de stockage frigorifique, la transformation agricole et la production d'engrais afin de réduire les coûts et les émissions de carbone ».

Le renforcement des réseaux et des lignes de transport d'électricité constituera un domaine clé d'investissement et de coopération, identifié par les participants à l'événement parallèle de haut niveau comme l'un des freins à la transformation structurelle alimentée par les énergies renouvelables.

Alors que le sommet était un sommet bilatéral présidé par la France, les participants à l'événement parallèle ont appelé à une approche plus coordonnée entre les pays européens en matière d'investissements verts et de coopération industrielle. Il s'agit bien sûr d'un défi, dans un contexte où la coordination des politiques industrielles est déjà difficile à mettre en place entre les États membres de l'UE ([Iddri, 2025](#)). Une telle diplomatie industrielle verte commune de l'UE aiderait toutefois l'Union à renforcer sa visibilité en tant que partenaire stratégique et co-investisseur.

Certains participants ont également souligné que les pays de l'UE semblaient réticents à mettre en place une approche de partenariat industriel vert dans certains secteurs, donnant la priorité à la protection de l'industrie et de l'emploi en Europe. Des attentes divergentes ont notamment été mentionnées concernant le potentiel de coopération autour de la décarbonation de secteurs industriels traditionnels tels que l'acier et l'aluminium, où certaines parties des chaînes de valeur pourraient être implantées en Afrique tout en préservant les emplois en aval en Europe. La réticence à approfondir la coopération industrielle est particulièrement forte dans les secteurs où les préoccupations liées aux pertes d'emplois et à l'autonomie souveraine sont vives. Cela peut être le cas pour l'acier vert (et le secteur du bâtiment plus généralement), par exemple, malgré des arguments convaincants en

matière de coûts et de réduction des émissions en faveur de l'importation d'intrants verts en provenance d'Afrique. Et bien que ces préoccupations soient légitimes, une coopération renforcée pourrait aider tant l'Europe que l'Afrique à capter de la valeur dans une économie verte hautement compétitive. Pour dépasser ces craintes, la nécessité de disposer d'indicateurs pour les partenariats d'industrialisation verte a été soulignée : évaluer la valeur de la réduction des dépendances, ainsi que le coût réel de la délocalisation des chaînes de valeur industrielles, etc.

Enfin, les participants ont abordé les obstacles à l'investissement et le problème « de l'œuf et de la poule » entre la disponibilité de projets rentables et celle des capitaux. L'Initiative pour une industrialisation verte en Afrique met actuellement en place un cadre visant à améliorer la rentabilité des projets. Des données plus fiables ainsi que des taxonomies vertes nationales et régionales pourraient contribuer à envoyer les bons signaux aux investisseurs. Du côté de la demande, des signaux plus clairs, sous la forme d'accords d'achat et de mesures de soutien, seraient également utiles. Alors que certains financiers africains ont déclaré que les opportunités et les « portefeuilles climatiques rentables » dépassaient le montant des capitaux disponibles, il a été convenu que ce qui manquait, c'était des « capitaux adéquats », soit du capital « patient », des financements à long terme et des modèles de réduction des risques dans lesquels les banques publiques de développement (africaines et européennes) jouent un rôle pour attirer les financements privés. Un appel pressant en faveur d'un capital-risque précoce s'est également fait entendre.

Des propositions concrètes pour le G7, la COP 32 et au-delà ?

En ce sens, l'annonce par le président Macron de sa volonté de discuter de la réduction des risques liés aux investissements en Afrique (à un stade précoce) lors du sommet du G7 à Évian tombe à point nommé. Le président Ruto fait partie des rares dirigeants non-membres du G7 invités à Évian (aux côtés de ceux de la Corée du Sud, de l'Inde et du Brésil). Faire avancer les réformes de la finance internationale est une priorité commune dont le président Emmanuel Macron et le président William Ruto prévoient de continuer à discuter à cette occasion. Dans la déclaration du sommet « Africa Forward », les dirigeants conviennent que « l'architecture financière internationale doit évoluer pour refléter les réalités mondiales contemporaines et s'aligner sur les Objectifs de développement durable (ODD) », ce qui implique par exemple le « rééquilibrage des quotes-parts du Fonds monétaire international (FMI) en faveur des pays les plus sous-représentés » et le déploiement du « plan de relance des ODD en vue de promouvoir la dette à long terme à des taux d'intérêt plus bas ».

Dans un futur proche, la COP 32, qui se tiendra en 2027 en Éthiopie – la « COP africaine » –, constituera une occasion politique importante de faire le point sur les progrès réalisés concernant les engagements pris lors du Sommet ; elle pourrait s'appuyer sur la [Déclaration de Belém sur l'industrialisation verte mondiale](#), adoptée sous la présidence brésilienne lors de la COP 30. La COP 32 devrait également être l'occasion de faire le point sur les initiatives d'industrialisation verte et d'énergie propre menées par l'Afrique, telles que l'AGII (Initiative pour l'industrialisation verte en Afrique) – à laquelle la Banque européenne pour la reconstruction et le développement a officiellement adhéré lors du Sommet « Africa Forward »³ –, mais aussi l'APRA (Partenariat accéléré pour les énergies renouvelables en Afrique), ainsi que des initiatives européennes, telles que [l'Initiative mondiale sur les obligations vertes \(Global Green Bond Initiative\)](#), et des initiatives plurilatérales telles que la [Mission 300 \(M300\)](#) sur l'accès à l'énergie durable. Cependant, certains participants à l'événement parallèle ont émis des doutes quant à la capacité de la CCNUCC et des prochaines COP à offrir un espace suffisant pour discuter d'une politique industrielle verte globale et d'une approche de coopération qui doit être interministérielle (commerce et investissement, finances, climat, développement, etc.) ainsi que multipartite (secteurs public, privé, communautés). Dans ce contexte, alors que l'on progresse vers cette idée de chaînes de valeur industrielles vertes partagées, où se tiendront les plateformes permettant de partager et de discuter des

progrès et des enseignements tirés des partenariats stratégiques (et pour l'instant souvent bilatéraux) ?

1

<https://www.capitalfm.co.ke/news/2026/05/mudavadi-the-africa-forward-summit-from-nairobi-to-the-g7-in-evian/>

2

[AEF_Research_Facility_Policy_Report_Competitive_Interdependence_CAP_A_ECDPM_Bellona_2025_c8f472a750.pdf](#)

3

<https://thehighstreetjournal.com/ebd-joins-agii-under-afcfra-framework/>

GOUVERNANCE

AFRIQUE

INDUSTRY

PARTENARIAT AFRIQUE - EUROPE